

**MINISTRE DE L'AGRICULTURE  
ET DE L'ELEVAGE**

**Arrêté n° 4736/2002**

réglementant l'importation des végétaux et des produits végétaux.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE,

- Vu la Constitution,
- Vu la loi n° 86-017 portant ratification de l'Ordonnance n° 86-013 du 17 septembre 1986,
- Vu l'Ordonnance n° 86-013 du 17 septembre 1986 relative à la législation phytosanitaire à Madagascar,
- Vu le décret n° 86-310 du 23 septembre 1986 relatif à l'application de l'ordonnance n° 86-013 du 17 septembre 1986 relative à la législation phytosanitaire,
- Vu le décret n° 2002-450 du 16 juin 2002 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement,
- Vu le décret n° 2002- 451 du 18 juin 2002 modifié par le décret n° 2002- 659 du 12 juillet 2002 et le décret n° 2002-496 du 2 juillet 2002 portant nomination des membres du Gouvernement,
- Vu le décret n° 2002-479 du 24 juin 2002, modifié par le décret n°2002 – 820 du 07 Août 2002, fixant les attributions du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, ainsi que l'organisation générale de son Ministère.

**A R R E T E**

**Section 1 : OBJET**

**ARTICLE PREMIER :**

Le présent arrêté a pour objet de fixer les mesures de protection contre l'introduction des organismes nuisibles et de réglementer l'importation des végétaux et produits végétaux dans le territoire national.

**ARTICLE 2 :**

Est interdite, sur tout le territoire de la République de Madagascar l'introduction des organismes nuisibles désignés à l'annexe I du présent arrêté, à l'état isolé ou associé aux végétaux ou produits végétaux figurant à cette même annexe.

De ce fait, l'importation des végétaux ou des produits végétaux contaminés par les organismes nuisibles les concernant est interdite.

L'importation d'organismes nuisibles autres que ceux figurant à l'annexe I du présent arrêté ou des végétaux et produits végétaux contaminés par de tels organismes est également interdite, lorsqu'il y a présomption de dommage important pour les végétaux ou produits végétaux malgaches.

**Section 2 : MODALITES PHYTOSANITAIRES**

**ARTICLE 3 :**

L'importation des végétaux ou produits végétaux doit remplir les exigences particulières les concernant, à savoir :

- La délivrance préalable par le Service de la Quarantaine Végétale à l'importateur d'un permis d'importation conforme au modèle en annexe II du présent arrêté, mentionnant les conditions phytosanitaires imposés aux végétaux et produits végétaux concernés.
- La présentation d'un certificat phytosanitaire digne de foi et délivré par l'Organisation nationale de la Protection des Végétaux du pays expéditeur, attestant que les végétaux, produits végétaux et emballages ont été minutieusement examinés avant expédition et certifiant les conditions imposées dans le permis d'importation.
- La soumission au contrôle phytosanitaire à l'arrivée, à l'issue duquel un Procès-verbal d'inspection du modèle figurant en annexe III du présent arrêté sera délivré par l'agent accrédité à cet effet du Service de la Quarantaine Végétale.

**ARTICLE 4 :**

Toute personne physique ou morale désirant importer des végétaux ou produits végétaux, doit faire la demande au préalable auprès du Service de la Quarantaine Végétale, B.P 1042, Tél. 22.415.88, Nanisàna, Antananarivo (101), e-mail : dpv@syfed.refer.mg.

La demande de permis préalable d'importer est établie sur papier libre, appuyée des documents techniques concernant l'importation.

L'octroi d'un permis d'importation donne lieu à la perception d'un droit de timbre dont le montant sera fixé par voie réglementaire.

Le permis d'importation est valable pour une durée de six mois à compter de la date de sa signature. Il est délivré pour un seul envoi.

**ARTICLE 5 :** Les conditions phytosanitaires mentionnées à l'article 3 ci-dessus, premier tiret, sont déterminées suivant le risque posé par ces végétaux et produits végétaux à importer. Elles sont données en annexe IV du présent arrêté.

Elles doivent tenir compte des données scientifiques et techniques.

Elles peuvent être des examens officiels, des traitements phytosanitaires au pays d'origine, ou à la mise en quarantaine végétale post-entrée ou d'autres mesures de contrôle à l'arrivée, pour que tout organisme nuisible pouvant accompagner l'envoi soit sous contrôle et que le risque de l'introduire et de le propager soit éliminé.

La quantité du matériel végétal en détention en quarantaine végétale peut être limitée à la capacité disponible des installations de détention de la Station Nationale de la Quarantaine Végétale, Nanisàna Antananarivo.

**ARTICLE 6 :** Les végétaux et produits végétaux ne peuvent être introduits que s'ils sont accompagnés de certificat phytosanitaire et de certificat phytosanitaire de réexpédition pour ceux qui ont fait l'objet de fractionnement ou d'entreposage, ou qui ont subi une modification d'emballage dans un pays autre que le pays d'origine et dénommé pays réexpéditeur.

Les certificats mentionnés ci-dessus doivent être établis au plus quatorze (14) jours avant la date d'expédition ou de réexpédition.

### **Section 3 : RESPONSABLE ET LIEU DE CONTROLE PHYTOSANITAIRE**

**ARTICLE 7 :** Le contrôle phytosanitaire doit avoir lieu au moment de la première introduction des végétaux et produits végétaux et s'effectue dans les bureaux de Douane ouverts à cet effet, et être en relation avec les formalités douanières.

Ceux devant être placés sous quarantaine végétale ne peuvent être déballés que dans les installations appropriées du Service de la Quarantaine Végétale, Nanisàna et sous le contrôle éventuel d'un agent des Douanes.

La liste des points d'entrée ouverts aux contrôles phytosanitaires à l'importation est donnée à l'annexe V du présent arrêté.

### **Section 4 : PRATIQUE DU CONTRÔLE PHYTOSANITAIRE**

**ARTICLE 8 :** Pour l'introduction, tous végétaux, produits végétaux ainsi que leurs emballages sont soumis à une inspection phytosanitaire et sont minutieusement examinés, en totalité ou sur échantillon représentatif afin d'assurer qu'ils répondent aux exigences particulières les concernant et qu'ils ne sont pas contaminés par des organismes nuisibles.

Lorsqu'un envoi est composé de différentes espèces botaniques, chaque espèce fait l'objet d'un examen particulier.

Lorsqu'une analyse au laboratoire est nécessaire, le prélèvement d'échantillon est effectué par l'agent accrédité. Le transport de l'échantillon scellé jusqu'aux laboratoires est à la charge de l'importateur.

L'envoi d'où l'échantillon est prélevé doit être conservé d'une manière qu'il n'y a fuite du contenu, qu'il n'y a pas de contamination d'organismes nuisibles jusqu'à obtention du résultat d'analyse.

### **Section 5 : LES MESURES PHYTOSANITAIRES**

**ARTICLE 9 :** Lorsque les contrôles ne permettent pas de conclure que les conditions visées précédemment sont remplies, une ou plusieurs, des mesures sanitaires suivantes sont prises immédiatement :

- traitement approprié : désinfection, désinfestation, stérilisation, nettoyage ou autre type de traitement ;
- triage ou retrait des produits infectés/infestés du lot ;

- renvoi vers une autre finalité
- refoulement vers le pays exportateur ;
- destruction
- ou d'autres mesures tendant à éliminer le risque de propagation d'organismes nuisibles.

Ces mesures sont immédiatement exécutoires.

**ARTICLE 10** : Des dérogations aux dispositions du présent arrêté peuvent être accordées à titre exceptionnel par le Ministre chargé de l'Agriculture, sur proposition du Directeur de la Protection des Végétaux, pour l'importation des végétaux, des produits végétaux des organismes nuisibles ou autres objets (touchant la protection des végétaux) utilisés pour les travaux effectués à des fins scientifiques sous réserve toutefois que les autres conditions sanitaires soient respectées et que le risque de propagation des organismes nuisibles soit éliminé.

Si toutefois, il est constaté que telle introduction constitue un danger imminent d'introduction ou de propagation d'organismes nuisibles, compte tenu des différences des conditions agricoles et écologiques de certaines régions, l'agent chargé du contrôle prend immédiatement les mesures sanitaires nécessaires pour circonscrire et cerner ce danger. Il informe les responsables concernés de la situation et des mesures prises. S'ils estiment que ces mesures prises ne sont pas suffisantes pour prévenir le danger, ils peuvent prendre d'autres mesures qui seront appliquées aussi longtemps que le danger persiste.

### **Section 6 : DISPOSITIONS GENERALES**

**ARTICLE 11** : Les frais de toute nature résultant de l'application des mesures sanitaires pour les végétaux et produits végétaux sont à la charge de l'importateur.  
En cas de destruction partielle ou totale des produits saisis, aucune indemnité ne peut être réclamée à l'Etat par le propriétaire.

**ARTICLE 12** : Seront punies et réprimées suivant la réglementation en vigueur les infractions au présent arrêté telles que :

- le fait d'introduire sciemment les organismes nuisibles à l'état isolé ou associés aux végétaux ou produits végétaux, les végétaux ou produits végétaux contaminés par de tels organismes nuisibles ;
- l'absence ou la non-conformité des documents phytosanitaires exigés pour l'introduction des végétaux ou produits végétaux ;
- le fait de ne pas présenter les végétaux ou les produits végétaux importés au contrôle officiel dès leur arrivée malgré qu'ils ont obtenu les documents phytosanitaires demandés ;
- le fait d'utiliser les végétaux surtout ceux destinés à la plantation ou mis sur le marché public sans que les conditions d'introduction soient respectées ;
- le fait d'utiliser les végétaux ou les produits végétaux saisis au cours d'un contrôle officiel et qui n'ont pas encore obtenu la mainlevée ;
- le refus du contrôle officiel ;
- la non exécution des mesures sanitaires ordonnées par l'agent chargé du contrôle sanitaire, et visant à éliminer le risque d'introduction et de propagation d'organismes nuisibles.

**ARTICLE 13** : Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté

**ARTICLE 14** : Le Directeur de la Protection des Végétaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République de Madagascar.

Fait à Antananarivo, le 07 octobre 2002

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE  
L'ELEVAGE

*Signé : Yvan RANDRIASANDRATRINIONY*

## PROCES-VERBAL D'INSPECTION ET D'INTERCEPTION

-----

Les Végétaux et/ou produits végétaux décrits ci-dessous ont été inspectés à l'importation à  
(Bureau de douanes de).....le.....  
par :.....

\_\_\_\_\_

### DESCRIPTION DE L'ENVOI :

- Expéditeur :
  - Destinataire :
  - Nature et quantité :
  - Marque des colis :
  - Provenance :
  - Papier phytosanitaire : - Permis d'importation n°..... du.....  
- Certificat phytosanitaire n°..... du.....
- \_\_\_\_\_

### CONSTATATION OFFICIELLE :

Ils sont :

- ☐ - trouvés apparemment sains et conformes à la réglementation phytosanitaire en vigueur.
  - ☐ - renvoyés à la Station Nationale de la Quarantaine Végétale, Nanisana Antananarivo, pour.....  
.....
  - ☐ - interceptés pour les raisons suivantes :
    - Produits contaminés par : .....
    - Produits dont l'importation est interdite
    - Absence de papier phytosanitaire : Permis d'importation, Certificat phytosanitaire
    - Papier phytosanitaire inacceptable : (raisons)
    - Autres motifs : .....
- \_\_\_\_\_

### MESURES PRISES :

Nous, soussigné .....avons décidé de :

- ☐ - Remettre au propriétaire :
- ☐ - Retrier le lot :
- ☐ - Ordonner le traitement au moyen de : .....
- ☐ - Ordonner le refoulement vers le pays exportateur, à effectuer le.....
- ☐ - Ordonner la destruction, à effectuer le.....à .....
- ☐ - Autres mesures : .....

Fait à....., le.....

Signature des parties

Signature et Cachet de l'Agent Chargé  
du Contrôle Phytosanitaire,